



OBSERVATOIRE géopolitique de l'Indo-Pacifique

Revue d'analyses d'articles de chercheurs et experts

L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE DU JAPON DANS L'INDO-PACIFIQUE

Damien Tschantré / Journaliste

Mai 2023



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Damien Tschantré / Journaliste

Damien Tschantré réalise pour l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique des revues d'analyses thématiques d'articles récents de chercheurs et d'experts dans le monde. En 2022, il a collaboré avec le Centre français de recherche sur l'Irak pour effectuer ce même type d'exercice.

Actuellement étudiant en Master 2 dans le domaine de la médiation des sciences et des savoirs au Conservatoire national des arts et métiers, il a aussi été diplômé de l'École supérieure de journalisme de Paris en 2019.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DE L'INDO-PACIFIQUE

L'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique de l'IRIS a pour ambition de constituer une plateforme visible et référencée afin d'accueillir toutes les contributions et les lectures provenant de différentes parties de l'Indo-Pacifique et de disciplines diverses. Elle offre un lieu de production d'analyses et de débats, mais aussi une bibliothèque thématique sur un espace dont la pertinence commence à peine à être discutée.

Cet observatoire est co-dirigé par **Marianne Péron-Doise**, chercheuse associée à l'IRIS, et **Éric Mottet**, chercheur associé à l'IRIS, et s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

Le 19 mai 2023 s'ouvrira à Hiroshima le Sommet annuel du G7 en présence des chefs d'États ou de gouvernements de la France, des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de l'Italie et du Canada. Présidé par le Japon dont le Premier ministre Fumio Kishida s'y prépare activement, c'est un évènement qui se situe dans un contexte géopolitique sensible et tout laisse penser que l'agenda sera dominé par la guerre russo-ukrainienne ainsi que par la montée des tensions autour du détroit de Taiwan. Ainsi, le communiqué commun faisant suite à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 du 17 avril dernier avait clairement condamné les actions de la Chine « Nous rappelons à la Chine la nécessité de respecter les objectifs et les principes de la Charte des Nations unies et de s'abstenir de toute menace, de toute coercition, de toute intimidation et de tout recours à la force »¹.

Ce sont en partie ces tensions à l'échelle globale et régionale qui ont incité le gouvernement japonais à enclencher une nouvelle avancée dans sa posture militaire, en programmant le doublement de son budget de défense d'ici 2027 et en décidant de se doter de capacités de « contre-attaque ». Cette évolution du Japon le voit s'écarter de la ligne strictement défensive et d'une application à la lettre des dispositions de l'article 9 de sa constitution, votée en 1946 dans un Japon défait et sous occupation américaine, suivant laquelle il renonçait solennellement à la guerre². Un tournant important pour la politique de sécurité japonaise avait par ailleurs été enclenché par le gouvernement de Shinzo Abe en 2015, avec des nouvelles lois de défense entrée en vigueur en 2016.

En décembre 2022, l'administration Kishida a donc présenté trois nouveaux documents importants, la Stratégie de sécurité nationale (NSS), la Stratégie de défense nationale (NDS) et le Programme de renforcement de la défense. Les objectifs de ces derniers devraient permettre au Japon de renforcer singulièrement ses capacités militaires.

« LE RÉVEIL DE TOKYO »

Le professeur de l'**Université de Keio**, **Michito Tsuruoka**, spécialiste des relations internationales, présentait en janvier 2023 cette évolution stratégique pour le **Danish Institute for International Studies**³ en parlant du « réveil de Tokyo ». Face à la guerre en Ukraine, il estime que *Tokyo a dû abandonner tout espoir résiduel de conclure un traité de*

¹ Communiqué de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 (18 avril 2023). Communiqué de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 (18.04.2023) - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (diplomatie.gouv.fr)

² Article 9. Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu. »

³ Michito Tsuruoka, *Tokyo's awakening: Japan in the Indo-Pacific after Russia's invasion of Ukraine*, DIIS, 4 janvier 2023, URL : <https://www.diis.dk/en/research/tokyos-awakening-japan-in-the-indo-pacific-after-russias-invasion-of-ukraine>

paix avec la Russie et imposer plutôt de sévères sanctions économiques à la nation, tout en faisant face à l'évolution de l'équilibre des pouvoirs entre la Russie et la Chine. Le Premier ministre japonais Fumio Kishida avait déjà fait valoir en juin 2022 que *« l'Ukraine aujourd'hui pourrait être l'Asie de l'Est demain »*, tandis que le ministère des affaires étrangères japonais qualifie la Chine comme étant *« un défi stratégique sans précédent »*. La guerre d'invasion russe et les revendications chinoises, sans oublier le développement des armes nucléaires de la Corée du Nord, ont poussé Tokyo à améliorer la posture de sécurité et de défense du Japon à travers une stratégie s'appuyant sur trois piliers. Le premier est de renforcer l'alliance avec les États-Unis *« qui est le seul allié engagé à aider à défendre le Japon »*. Une alliance qui ne s'est jamais démentie depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, même sous l'administration Trump. Le deuxième pilier consiste à renforcer sa stratégie et ses capacités de défense. Déjà en 2015, malgré une importante opposition, le Premier ministre d'alors, Shinzō Abe, avait *« réussi à adopter la législation sur la paix et la sécurité (...), ouvrant la voie à une coopération militaire plus étroite avec les États-Unis »*. La mesure la plus décisive du deuxième pilier présenté par Fumio Kishida en décembre 2022 est le doublement des dépenses de défense prévu d'ici 2027, soit un budget total d'environ 300 milliards d'euros entre 2023 et 2027. Toutefois, la question du financement reste controversée, augmentation des impôts ou emprunts ? Techniquement, Tokyo prévoit particulièrement de développer sa capacité de contre-attaque avec des missiles de croisière et antinavire à longue portée, ainsi que de faire évoluer son organisation militaire pour mieux intégrer les questions du spatial et de la cybergéographie. Enfin le troisième pilier réside dans le développement de liens avec d'autres partenaires stratégiques comme l'Australie, le Royaume-Uni, la France, l'Inde, l'Union européenne et l'OTAN. En plus de renforcer son alliance avec les États-Unis, Tokyo souhaite construire une couche supplémentaire d'alliances. *« En d'autres termes, il s'agit de « faire la transition » entre les alliés de l'Indo-Pacifique et de l'Europe, reflétant la connectivité croissante entre les deux régions »*. Des paroles qui résonnent avec celles de l'administration Biden à travers la stratégie indo-pacifique des États-Unis de février 2022⁴ annonçant *« nous construirons des ponts entre l'Indo-Pacifique et l'Euro-Atlantique »*. Mais si les conséquences de la guerre en Ukraine pourraient être un catalyseur pour développer ces partenariats, elles pourraient aussi être un obstacle si le conflit pousse les Européens à se concentrer sur leur capacité de défense face à la Russie au détriment d'un engagement sur les enjeux de l'Indo-Pacifique. Quoi qu'il en soit, pour Michito Tsuruoka *le Japon s'est réveillé*.

Le politologue **Jeffrey W. Hornung** de la **Rand Corporation** évoquait pour sa part dans un article du **Foreign Policy Magazine** paru en février 2023 *« le retour du Japon en tant*

⁴ *Indo-Pacific Strategy of the United States*, The White House, février 2022, URL : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/02/U.S.-Indo-Pacific-Strategy.pdf>

*qu'acteur géopolitique majeur*⁵ ». Pour lui ce changement est au moins aussi important, sur le plan géopolitique, que le conflit mené par la Russie en Ukraine. Cette décision historique, soutenue par son allié américain, pourrait annoncer « *un Japon qui est non seulement plus disposé et capable de s'impliquer dans des questions géopolitiques au-delà de ses propres intérêts étroits et défensifs, mais qui est également plus susceptible d'agir à la mesure de sa position stratégique, de ses intérêts régionaux et de sa puissance économique* ». Jeffrey W. Hornung souligne que si les évolutions des traités ou des lois sur la sécurité en 1959, 1960 et même 2015 avaient donné lieu à des oppositions et des manifestations, celles annoncées en 2022 n'ont pas donné lieu à des manifestations. « *Le débat est passé de la question de savoir si le Japon devrait prendre ces mesures à la façon dont le pays les paiera* ». Seule la Chine a exprimé son opposition à ce changement dans la politique de sécurité et de défense du Japon, accusant Tokyo de provoquer des tensions et des confrontations au niveau régional.

Si Jeffrey W. Hornung s'interroge aussi sur la concrétisation de la mise en œuvre de nouveaux partenariats sécuritaires dans la région, il souligne surtout que des questions critiques demeurent en suspens. « *Le Japon s'engage à mener une « diplomatie vigoureuse » pour favoriser un environnement de sécurité souhaitable, mais à quoi cela ressemblera-t-il ?* ». Qu'en sera-t-il en ce qui concerne ses positions au sein des organismes internationaux ou de son soutien à l'Europe, ainsi qu'au niveau des petits États de la région et de Taïwan face à la Chine ? De plus, le Japon vise un renforcement de l'armée, mais pour autant « *les défis en matière de ressources et de développement d'armes ne se traduiront-ils pas par une accumulation de défense moins robuste ?* » Dans un autre article publié par la **Brookings Institution**, intitulé « *Les nouvelles politiques de sécurité du Japon un long chemin vers une mise en œuvre complète* »⁶, Jeffrey W. Hornung et son confrère **Adam P. Liff** listent un peu plus en détail les questions à régler et les étapes à passer, non sans embûches, sur les plans législatif, stratégique, politique et financier pour que le Premier ministre Kishida puisse voir la programmation militaire du pays se mettre en place tout au long des prochaines années. L'intention des deux chercheurs est disent-ils « *simplement de souligner que malgré les mesures audacieuses déjà prises par le cabinet Kishida, il reste de nombreuses inconnues sur ce qui va suivre et à quel point la voie à suivre est susceptible d'être chaotique* ».

⁵ Jeffrey W. Hornung, *Japan's Long-Awaited Return to Geopolitics*, Foreign Policy Magazine, 6 février 2023, URL : <https://foreignpolicy.com/2023/02/06/japan-china-taiwan-russia-geopolitics-defense-security-strategy/>

⁶ Adam P. Liff, Jeffrey W. Hornung, *Japan's new security policies : A long road to full implementation*, 27 mars 2023, URL : <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2023/03/27/japans-new-security-policies-a-long-road-to-full-implementation/>

Mais alors, si le Japon redevient un acteur géostratégique majeur au niveau régional voir mondial, à travers principalement le développement de ses capacités militaires de défense, le pays s'écarterait-il de son pacifisme d'après-guerre ? C'est une question qu'aborde le directeur de recherche du **Canon Institute for Global Studies**, basé à Tokyo, **Kunihiko Miyake**, dans le *Japan Times*⁷ en rendant compte d'un débat auquel il a participé à Washington. Alors que la décision du Premier ministre japonais de renforcer les capacités de défense du pays a été jugée sévèrement par les médias japonais d'orientation progressiste-libéral⁸ craignant la fin d'une politique de sécurité purement défensive, Kunihiko Miyake estime que le ton du débat public auquel il a pris part était beaucoup plus modéré sur ce sujet.

Pour sa part, il a expliqué que « *les documents semblent aller dans la bonne direction et aborder correctement la question controversée de la contre-attaque, qui a été sans cesse débattue par les législateurs japonais depuis 1956. En outre, bien que les capacités de dissuasion de la nation soient à la traîne par rapport aux autres, il n'est pas trop tard pour que le Japon commence à essayer d'aligner sa politique de sécurité nationale et sa posture militaire sur les normes internationales* ». Car pour Kunihiko Miyake « *la capacité de contre-attaque du Japon, que toutes les autres nations exercent, n'est pas un écart par rapport au pacifisme d'après-guerre, mais plutôt un moyen puissant de la renforcer* ». À l'occasion du débat avec le public, il affirme qu'une coopération militaire comme le développement d'un nouvel avion de chasse de nouvelle génération avec le Royaume-Uni et l'Italie est importante. « *Pour dissuader la Chine dans l'Indo-Pacifique et ailleurs, la Russie, la Corée du Nord et l'Iran dans le but de maintenir un Moyen-Orient stable, le Japon a besoin d'alliances fortes et le programme de co-développement Royaume-Uni-Italie-Japon a du sens, car il renforce les liens avec les États membres de l'OTAN* ». Enfin, sur la question de Taiwan au regard de la guerre en Ukraine, il estime que « *nous devons être en mesure de montrer que nous sommes prêts à nous battre, si nécessaire, comme moyen de dissuader l'agression militaire contre Taïwan* ».

À LIRE ET À VOIR AUSSI

- Céline Pajon, **Nouvelle stratégie de sécurité et de défense du Japon. Comment dit-on *Zeitenwende* en japonais ?**, Lettre du Centre Asie de l'IFRI, 19 décembre 2022.
- Marianne Péron-Doise, **Le Japon en passe de devenir une grande puissance militaire de l'Indo-Pacifique**, *The Conversation*, 20 avril 2023.

⁷ Kunihiko Miyake, *Is Japan's counterstrike capability a departure from its post-WWII pacifism?*, *Japan Times*, 13 décembre 2022, URL : <https://www.japantimes.co.jp/opinion/2022/12/13/commentary/japan-commentary/japan-couterstrike-capabilities/>

⁸ Il cite notamment l'*Asahi Shimbun*, chantre du pacifisme constitutionnel depuis l'après-guerre.

- **Japon l'ombre de la guerre, Arte Reportage** (25 minutes – disponible du 13/04/2023 au 02/04/2026 sur Arte.tv). Documentaire réalisé par Constantin Simon et Aruna Popuri.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.